

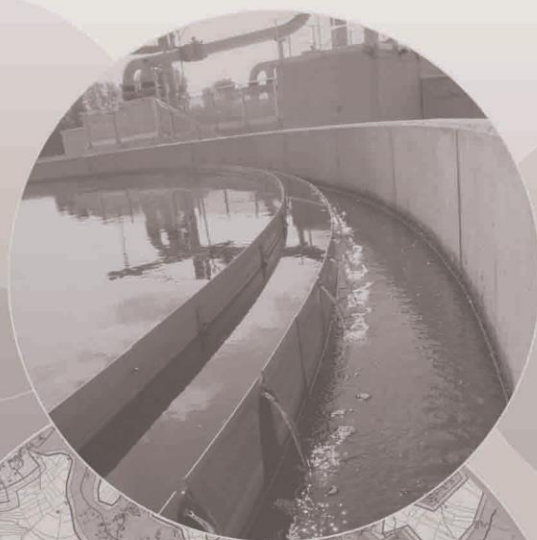
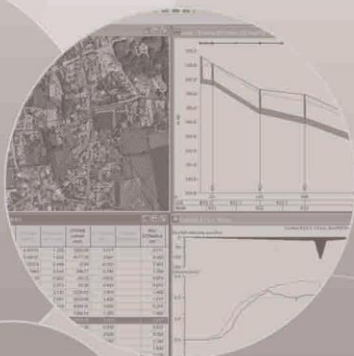
Département de l'Ain (01)

Bourg-en-Bresse Agglomération



Elaboration du zonage d'assainissement de la commune de BUELLAS

Rapport de phase 1



Suivi de l'étude

Numéro de dossier :

110536

Maître d'ouvrage :

Bourg-en-Bresse Agglomération

Assistant au Maître d'ouvrage :

-

Mission :

Zonage d'assainissement des eaux usées

Avancement :

Rapport intermédiaire

Date de réunion de présentation du présent document :

-

Modifications :

Version	Date	Modifications	Rédacteur	Relecteur
V1	01/2015		A.LAPLANCHE	P. CHAMBON
V2	03/2015	Compléments apportés par la commune	A.LAPLANCHE	P. CHAMBON

Contacts :**Réalités Environnement**

165, allée du Bief – BP 430

01604 TREVoux Cedex

Tel : 04 78 28 46 02

Fax : 04 74 00 36 97

Mail : environnement@realites-be.fr

Nom et signature du chef de projet :

Sommaire

I. Le zonage d'assainissement	8
I.1. <i>La zonage d'assainissement des eaux usées</i>	8
I.2. <i>La zonage d'assainissement des eaux pluviales</i>	9
I.3. <i>Objectifs des zonages d'assainissement.....</i>	11
II. La commune de BUELLAS.....	12
II.1. <i>Localisation géographique</i>	12
II.2. <i>Evolution démographique</i>	13
II.3. <i>Urbanisme</i>	15
II.4. <i>Activités professionnelles</i>	16
II.5. <i>Etablissements d'accueil.....</i>	16
II.6. <i>Hydrographie.....</i>	16
II.7. <i>Géologie.....</i>	23
II.8. <i>Hydrogéologie</i>	24
II.9. <i>Risques.....</i>	24
II.10. <i>Zones sensibles</i>	24
II.11. <i>L'alimentation eau potable</i>	25
III. Assainissement collectif	26
III.1. <i>Préambule</i>	26
III.2. <i>Etat des lieux de l'assainissement collectif.....</i>	26
III.3. <i>Rejets non domestiques et assimilés domestiques.....</i>	27
III.4. <i>Zonage d'assainissement collectif.....</i>	34
IV. Assainissement non collectif.....	36
IV.1. <i>Préambule</i>	36
IV.2. <i>Etat des lieux de l'assainissement non collectif.....</i>	36
IV.3. <i>Etude de faisabilité de l'assainissement non collectif</i>	36
IV.4. <i>Zonage d'assainissement non collectif.....</i>	40
V. Eaux pluviales	44
V.1. <i>Préambule</i>	44
V.2. <i>Etat des lieux</i>	44
V.3. <i>Zonage d'assainissement des eaux pluviales</i>	44
VI. Conclusion.....	48

Introduction

Bourg-en-Bresse Agglomération est compétente en matière d'assainissement non collectif sur les communes qui la composent.

Dans ce cadre, elle a en charge l'élaboration des zonages d'assainissement des eaux usées des communes, menée généralement lors des révisions des documents d'urbanisme, afin d'assurer la cohérence des documents.

Conformément à l'article L2224-10 du CGCT, le zonage d'assainissement des eaux pluviales doit également être élaboré. La compétence eaux pluviales est portée par les communes. L'aspect « gestion des eaux pluviales » sera donc abordé sommairement afin de donner des orientations générales sur la gestion des eaux pluviales.

Plusieurs communes ont déjà réalisé leur zonage. La présente mission concerne donc les communes suivantes, en fonction de leurs besoins :

- Bourg-en-Bresse,
- Buellas,
- Montcet,
- Montracol,
- Péronnas,
- Servas,
- Viriat.

La collectivité a souhaité conserver une certaine homogénéité dans les rendus pour l'ensemble des communes.

Le présent document constitue le rapport de présentation du zonage d'assainissement de la commune de Buellas.

Une notice explicative du zonage d'assainissement (dossier d'enquête publique) sera élaborée dès que la commune de Buellas et l'Agglomération de Bourg en Bresse auront arrêté leur choix en terme de projet d'assainissement.

I. Le zonage d'assainissement

I.1. La zonage d'assainissement des eaux usées

La réalisation du zonage d'assainissement est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, qui précise :

▪ **Article L2224-10**

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1) Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- 2) Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif »

D'autres articles importants du CGCT précisent certaines dispositions en matière d'assainissement et de zonage :

▪ **Article L2224-8**

I.-Les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées.

II.-Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et l'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites. Elles peuvent également, à la demande des propriétaires, assurer les travaux de mise en conformité des ouvrages visés à l'article L. 1331-4 du code de la santé publique, depuis le bas des colonnes descendantes des constructions jusqu'à la partie publique du branchement, et les travaux de suppression ou d'obturation des fosses et autres installations de même nature à l'occasion du raccordement de l'immeuble.

L'étendue des prestations afférentes aux services d'assainissement municipaux et les délais dans lesquels ces prestations doivent être effectivement assurées sont fixés par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations totales agglomérées et saisonnières.

III.-Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder huit ans.

Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

▪ **Article R2224-7**

Peuvent être placées en zone d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.

▪ **Article R2224-8**

L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement.

▪ **Article R2224-15**

Les communes doivent mettre en place une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration en vue d'en maintenir et d'en vérifier l'efficacité, d'une part, du milieu récepteur du rejet, d'autre part.

Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'environnement fixe les modalités techniques selon lesquelles est assurée la surveillance :

- a) De l'efficacité de la collecte des eaux usées ;*
- b) De l'efficacité du traitement de ces eaux dans la station d'épuration ;*
- c) Des eaux réceptrices des eaux usées épurées ;*
- d) Des sous-produits issus de la collecte et de l'épuration des eaux usées.*

Les résultats de la surveillance sont communiqués par les communes ou leurs délégataires à l'agence de l'eau et au préfet, dans les conditions fixées par l'arrêté mentionné à l'alinéa précédent.

Les circulaires du 12 mai 1995 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines et du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif détaillent les modalités de mise en place du zonage détaillent les objectifs du zonage d'assainissement, la démarche à suivre et les critères de choix pour la délimitation des différentes zones.

I.2. La zonage d'assainissement des eaux pluviales

Le principe général de gestion des eaux pluviales est fixé par le Code Civil :

▪ **Code Civil Article 640**

« Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut point élever de digue qui empêche cet écoulement.

Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur. »

▪ **Code Civil Article 641**

« Tout propriétaire a le droit d'user et de disposer des eaux pluviales qui tombent sur son fonds. Si l'usage de ces eaux ou la direction qui leur est donnée aggrave la servitude naturelle d'écoulement établie par l'article 640, une indemnité est due au propriétaire du fonds inférieur.

La même disposition est applicable aux eaux de sources nées sur un fonds.

Lorsque, par des sondages ou des travaux souterrains, un propriétaire fait surgir des eaux dans son fonds, les propriétaires des fonds inférieurs doivent les recevoir ; mais ils ont droit à une indemnité en cas de dommages résultant de leur écoulement.

Les maisons, cours, jardins, parcs et enclos attenants aux habitations ne peuvent être assujettis à aucune aggravation de la servitude d'écoulement dans les cas prévus par les paragraphes précédents.

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu l'établissement et l'exercice des servitudes prévues par ces paragraphes et le règlement, s'il y a lieu, des indemnités dues aux propriétaires des fonds inférieurs sont portées, en premier ressort, devant le juge du tribunal d'instance du canton qui, en prononçant, doit concilier les intérêts de l'agriculture et de l'industrie avec le respect dû à la propriété. »

L'article L. 2333-97 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que la gestion des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes :

▪ **CGCT Article L2333-97**

« La gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constituent un service public administratif relevant des communes, qui peuvent instituer une taxe annuelle pour la gestion des eaux pluviales urbaines, dont le produit est affecté à son financement. Ce service est désigné sous la dénomination de service public de gestion des eaux pluviales urbaines.

Les communes conservent également une responsabilité particulière en ce qui concerne le ruissellement des eaux sur le domaine public routier :

▪ **Code de la voirie routière Article R141-2**

« Les profils en long et en travers des voies communales doivent être établis de manière à permettre l'écoulement des eaux pluviales et l'assainissement de la plate-forme ».

De plus, les collectivités sont tenues de mettre en place un zonage d'assainissement des eaux pluviales, au même titre que le zonage d'assainissement des eaux usées. La réalisation du zonage d'assainissement est imposée par le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), modifié par la loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, qui précise :

▪ **CGCT Article L2224-10**

« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

[...]

3) Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement

4) Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Le zonage d'assainissement n'a aucune valeur réglementaire s'il ne passe pas les étapes d'enquête publique et d'approbation.

A noter aussi que l'article L211-7 du code de l'environnement habilite au demeurant les collectivités territoriales et leurs groupements à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, visant la maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement.

Enfin, dans le cadre de ses pouvoirs de police, le maire doit prendre des mesures destinées à prévenir les inondations ou à lutter contre la pollution qui pourrait être causée par les eaux pluviales. La responsabilité de la commune, voire celle du maire en cas de faute personnelle, peut donc être engagée par exemple en cas de pollution d'un cours d'eau résultant d'un rejet d'eaux pluviales non traitées.

I.3. Objectifs des zonages d'assainissement

L'étude des zonages d'assainissement vise plusieurs objectifs :

- **Objectifs techniques**

- La définition des prescriptions en matière d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales en situations actuelle et future,
- La délimitation des secteurs en assainissement collectif, donc devant être raccordé au réseau d'assainissement conformément au code de la santé publique, et des secteurs en assainissement non collectif, zone d'intervention du Service Public d'Assainissement Non Collectif,
- La détermination de l'aptitude à l'assainissement non collectif des principales zones et la recommandation de certains types de filière,
- L'identification des contraintes vis-à-vis de chaque mode d'assainissement, la comparaison entre ces solutions et la détermination du meilleur compromis technique, économique, environnemental, dans le respect des obligations réglementaires.
- Cette étude permet ainsi de maîtriser les dépenses publiques en anticipant sur les besoins et en réfléchissant en amont sur la solution la plus adaptée au contexte local.

- **Objectifs de développement et d'orientations**

- La vérification de l'adéquation entre le projet de développement de la commune et les capacités de traitement des ouvrages d'assainissement.
- La mise en cohérence des orientations de développement communales, à savoir l'adéquation entre le document d'urbanisme en vigueur ou en cours d'élaboration et le zonage d'assainissement.

- **Objectifs réglementaires**

- Respect du code Général des Collectivités Territoriales qui impose la réalisation de ce document.

II. La commune de BUELLAS

II.1. Localisation géographique

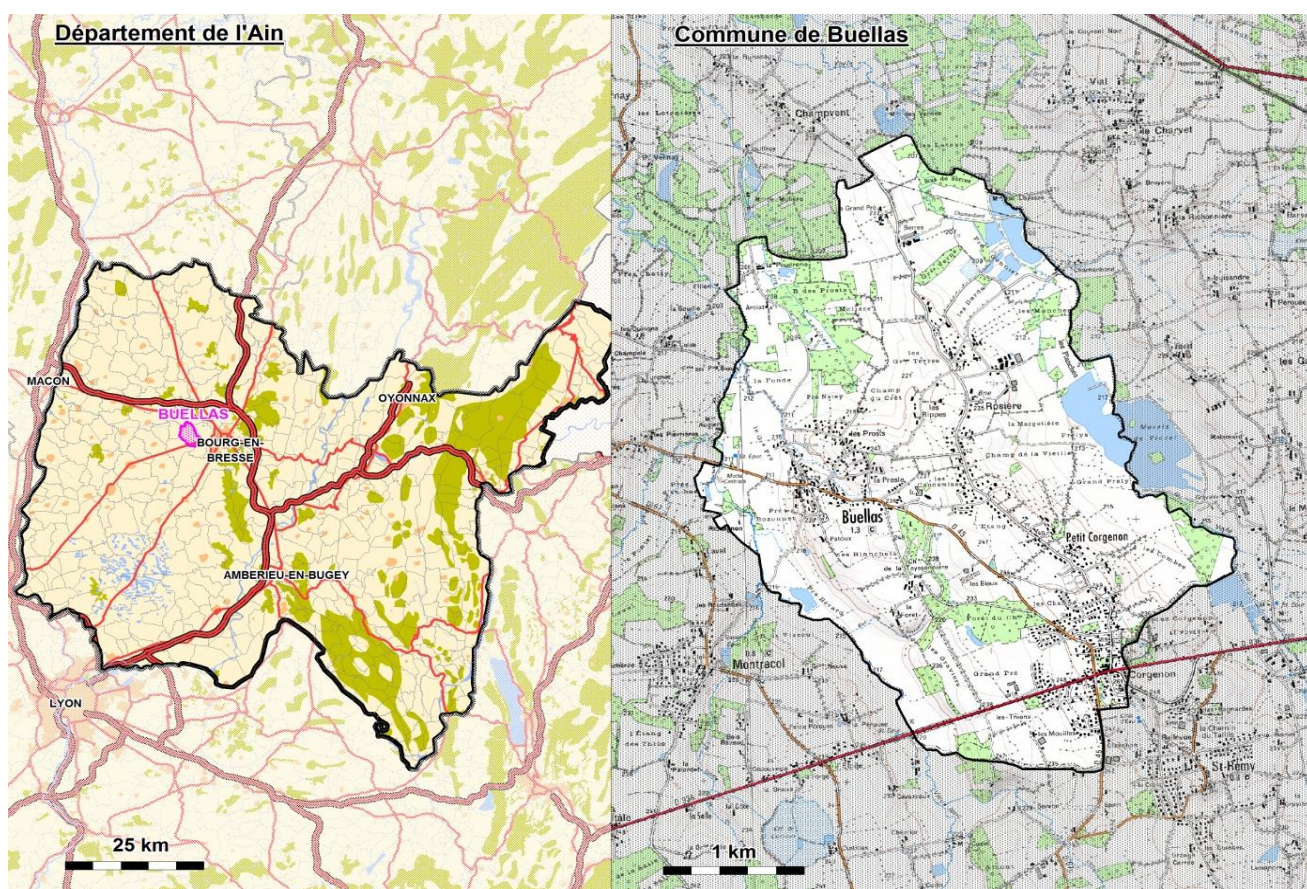
Source : IGN

La commune de Buellas se situe dans le département de l'Ain, à l'Ouest de Bourg-en-Bresse. Les communes limitrophes sont Saint-Denis-lès-Bourg, Saint-Rémy, Montracol, Montcet, et Polliat.

Le territoire communal couvre une superficie d'environ 10 km².

Le secteur est traversé par les routes départementales n°45 et 936.

La cartographie ci-dessous présente la localisation géographique de la zone d'étude.



Localisation géographique

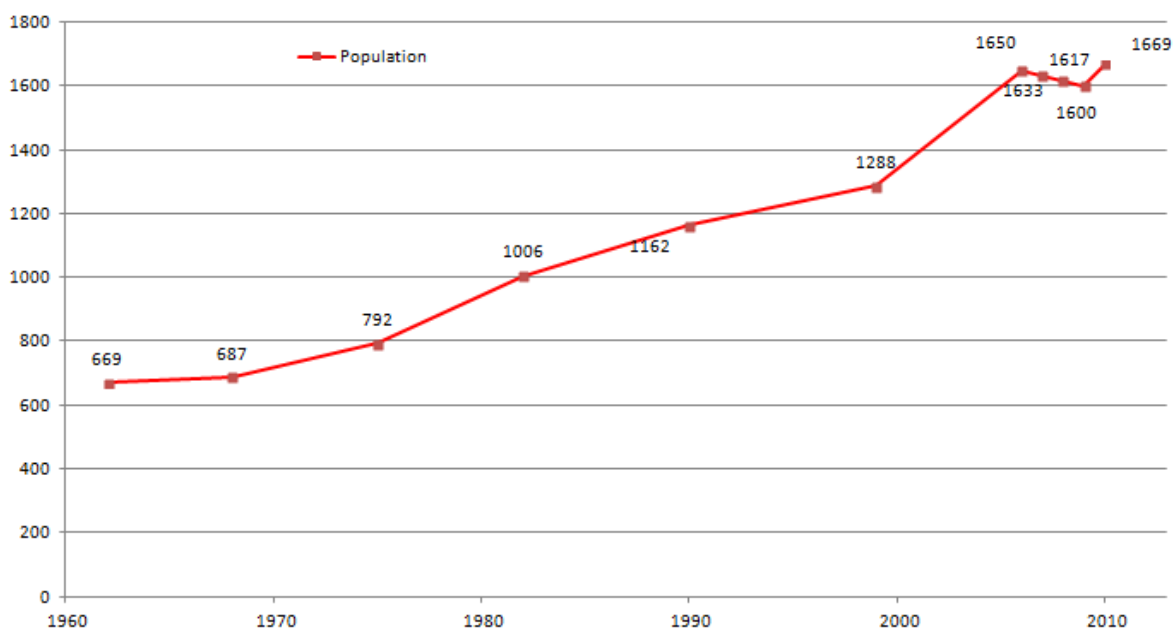
II.2. Evolution démographique

II.2.1. Analyse générale de la démographie

Le tableau ci-dessous présente l'évolution démographique sur l'ensemble du territoire étudié depuis 1962.

Cette analyse est basée sur les recensements officiels de l'INSEE (population totale).

Année	1962	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Population	669	687	792	1006	1162	1288	1650	1633	1617	1600	1669	1694
Taux d'évolution entre recensement		2.7%	15.3%	27.0%	15.5%	10.8%	28.1%	-1.0%	-1.0%	-1.1%	4.3%	1.5%
Taux d'évolution annuel		0.4%	2.1%	3.5%	1.8%	1.2%	3.6%	-1.0%	-1.0%	-1.1%	4.3%	1.5%



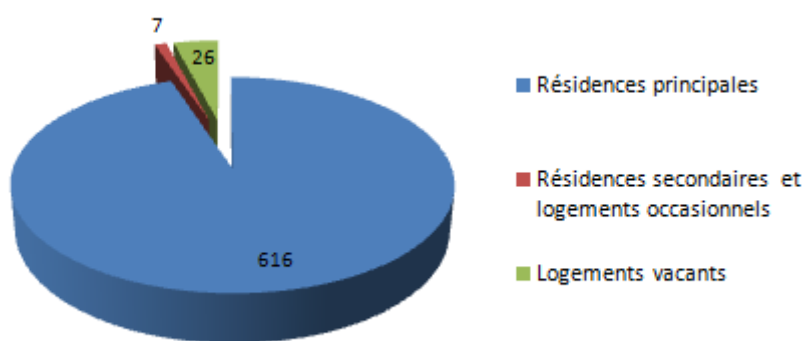
Evolution démographique sur la zone d'étude

La commune compte environ 1 700 habitants au dernier recensement.

II.2.2. Organisation de l'habitat

Les données INSEE concernant les parcs résidentiels de chaque commune sont issues du recensement de 2009.

	BUELLAS
Nombre d'habitants en 2009	1 600
Ensemble de logements dont :	649
Résidences principales	616
soit en %	95 %
Résidences secondaires	7
Logements vacants	26
Nb moyen d'occupants par logement	2.6
Population maximale supplémentaire	86
soit par rapport au nombre d'habitants à 2009 en %	1 686
Population maximale totale	1 780



Répartition des logements

En 2009, le nombre de logements sur la commune de Buellas est d'environ 650.

L'habitat est principalement de caractère permanent. Les variations saisonnières sont peu marquées.

Le ratio d'habitants/logement est de 2,6 habitants/logement.

Avec au total 7 logements secondaires et 26 logements vacants, la population supplémentaire à prendre en compte sur le territoire étudié s'élève à environ 90 EH environ (hors établissement d'accueil).

La population communale peut atteindre 1 800 habitants en période de pointe.

II.3. Urbanisme

II.3.1. Schéma de Cohérence Territoriale

Le SCOT est un document d'urbanisme qui fixe, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, les orientations fondamentales de l'organisation du territoire et de l'évolution des zones urbaines, afin de préserver un équilibre entre zones urbaines, industrielles, touristiques, agricoles et naturelles.

Instauré par la loi SRU du 13 décembre 2000, il fixe les objectifs des diverses politiques publiques en matière d'habitat, de développement économique, de déplacements. Le SCOT doit notamment contribuer à réduire la consommation d'espace et lutter contre la périurbanisation.

Le SCOT donne des orientations générales aux Plan Locaux d'Urbanisme.

Le SCOT Bourg-Bresse-Revermont, approuvé en décembre 2007, est constitué de :

- la Communauté d'Agglomération de Bourg-en-Bresse (15 communes),
- la Communauté de communes Bresse-Dombes-Sud-Revermont (6 communes),
- la Communauté de communes de la Vallière (9 communes),
- la Communauté de communes de Treffort en Revermont (12 communes),
- la Communauté de communes du Canton de Coligny (9 communes),
- la Communauté de communes de Montrevel en Bresse (14 communes),
- la Communauté de communes des Bords de Veyle (6 communes),
- la commune de Condeissiat,
- la Commune de Neuville-les-Dames,
- la commune de Sulignat.

Le SCOT Bourg-Bresse-Revermont représente au total 74 communes soit 116 000 habitants.

Les trois objectifs majeurs du SCOT sont les suivants :

- Développer le territoire en organisant sa croissance démographique et économique,
- Structurer le territoire autour d'une armature territoriale,
- Maîtriser la consommation de l'espace et préserver les milieux naturels et les paysages.

Le SCOT projette une consommation de l'espace équivalente à 1 100 ha pour l'habitat et 520 ha pour la création et l'extension de zones d'activités.

Le SCOT identifie la commune de Buellas comme étant un « pôle local ».

Les pôles à développer sur la commune sont les pôles urbains du Bourg et de Corgenon.

L'objectif de densité fixé est, au minimum, de 10 logements par hectare.

II.3.2. Document d'urbanisme communal

La commune dispose d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé en 2007. Une procédure de révision a été engagée et finalisée en 2012 pour passer en Plan Local d'Urbanisme mais un recours a été réalisé et a entraîné la suspension de la révision. Le document en vigueur reste par conséquent le POS de 2007.

Le taux de croissance retenu par la commune est de +1% par an.

Le nombre de nouveaux logements est d'environ 170 nouveaux logements entre 2008 et 2028. Ce gain de population est donc estimé à environ 360 nouveaux habitants, sur une vingtaine d'années.

Buellas devrait atteindre environ 2 000 habitants en 2028.

II.4. Activités professionnelles

La commune accueille :

- Une dizaine de commerces de proximité, principalement localisés à Corgenon ;
- Une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) : GAEC COMBE ROSIERES : Bovins (élevage, vente, transit, etc.), situé à Rosière.

II.5. Etablissements d'accueil

La commune de Buellas ne présente pas d'établissements d'accueil particuliers susceptibles de générer des effluents particuliers d'un point de vue quantitatif et/ou qualitatif.

II.6. Hydrographie

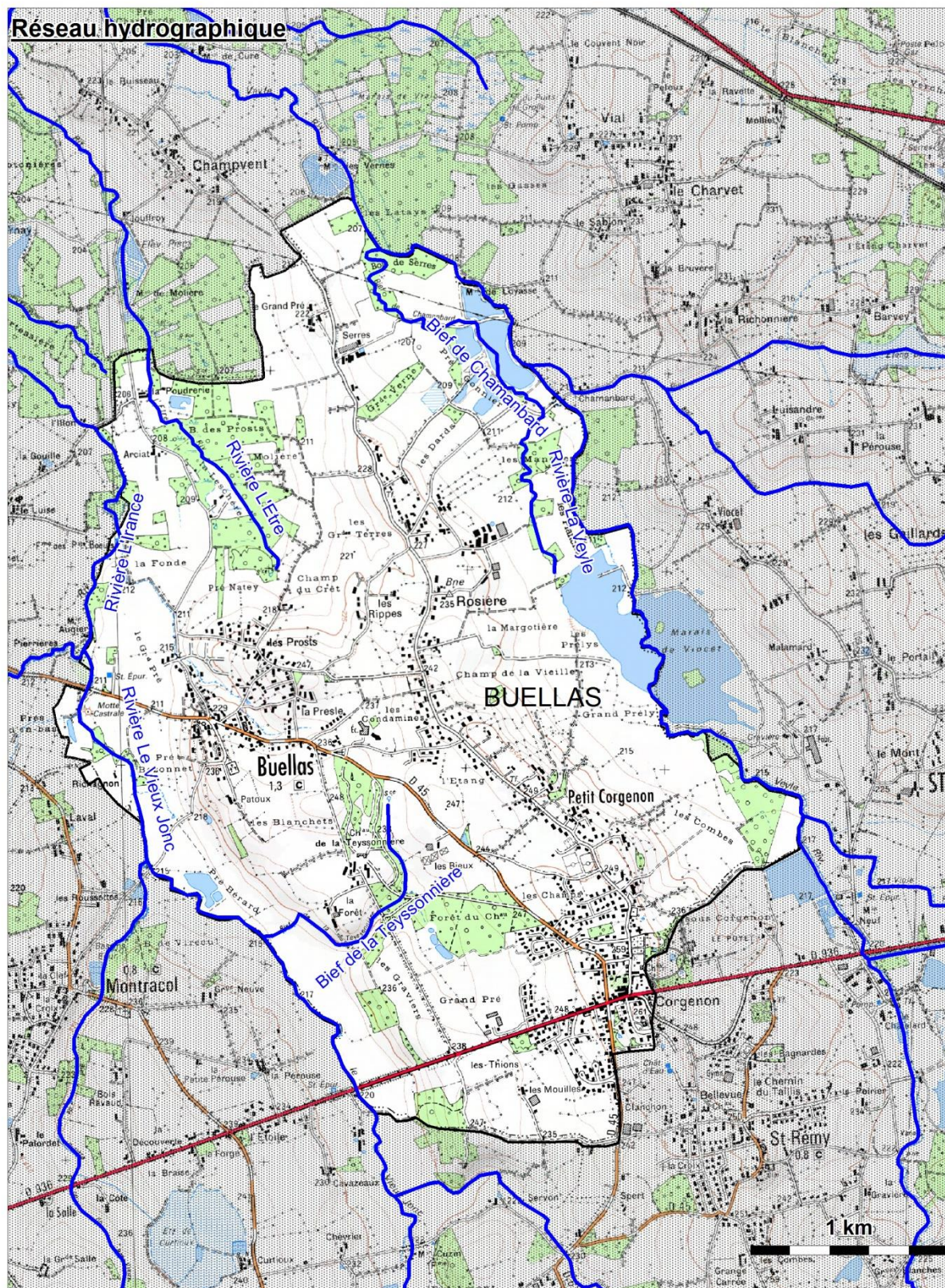
II.6.1. Présentation générale

La commune de Buellas présente un réseau hydrographique développé :

- La rivière la Veyle, affluent rive gauche de la Saône,
- Le ruisseau l'Etre, affluent rive gauche de la Veyle,
- La rivière l'Irance, affluent rive gauche de la Veyle,
- La rivière le Vieux Jonc, affluent rive gauche de La rivière L'Irance,
- Le bief de la Teyssonnière, affluent rive droite de La rivière Le Vieux Jonc,
- Le bief de Chamanbard, affluent rive gauche de La rivière La Veyle,

La zone d'études dispose également de quelques étangs et marais.

La cartographie ci-après présente le réseau hydrographique local.



Réseau hydrographique

II.6.2. Outils de gestion

II.6.2.1. Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE)

La Directive Cadre européenne sur l'Eau adoptée le 23 octobre 2000 a pour objectif d'atteindre d'ici 2015 le « **bon état** » **écologique** et chimique pour les eaux superficielles et le « bon état » quantitatif et chimique pour les eaux souterraines, tout en préservant les milieux aquatiques en très bon état.

Les définitions des différents états demandés sont reportées ci-dessous :

Bon état chimique	Atteinte de valeurs seuils fixées par les normes de qualité environnementales européennes (substances prioritaires ou dangereuses).
Bon état écologique	<i>Seulement pour les eaux de surface</i> Bonne qualité biologique des cours d'eau (IBGN, IBD, IPR), soutenue directement par une bonne qualité hydromorphologique et physico-chimique. Faible écart avec un état de référence pas ou très peu influencé par l'activité humaine.
Bon état quantitatif	<i>Seulement pour les eaux souterraines</i> Equilibre entre les prélèvements et le renouvellement de la ressource.
Bon potentiel écologique	<i>Pour les masses d'eau artificialisées et fortement modifiées</i> Faible écart avec un milieu aquatique comparable appliquant les meilleures pratiques disponibles possibles, tout en ne mettant pas en cause les usages associés au cours d'eau.

Définitions des objectifs DCE

II.6.2.2. Schéma directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux de Rhône-Méditerranée

Afin d'atteindre les objectifs de qualité fixés par la DCE, les SDAGE 2010-2015 sont entrés en vigueur en 2009 pour une durée de 6 ans.

Les SDAGE fixent les échéances d'atteinte des objectifs d'état écologique et d'état chimique pour chaque masse d'eau. Une échéance d'objectif de « bon état général » en découle (échéance la moins favorable entre l'objectif d'état écologique et d'état chimique).

Certains cours d'eau ne pourront pas atteindre les objectifs fixés initialement par la DCE (objectif 2015).

Les nouveaux SDAGE prévoient ainsi des échéances plus lointaines ou des objectifs moins stricts pour certains cas. Ces cas sont néanmoins justifiés. Les motifs pouvant aboutir à un changement de délai ou d'objectifs sont :

- Cause « faisabilité technique » (réalisation des travaux, procédures administratives, origine de la pollution inconnue, manque de données) ;
- Cause « réponse du milieu » (temps nécessaire au renouvellement de l'eau) ;
- Cause « coûts disproportionnés » (impact important sur le prix de l'eau et sur l'activité économique par rapport aux bénéfices que l'on peut atteindre).

En ce qui concerne les milieux récepteurs de la zone d'études, les échéances sont les suivantes :

Masse d'eau	Bon état écologique	Bon état chimique	Bon état global	Motifs de modification des délais initiaux
La Veyle de Lent au plan d'eau de St-Denis-lès-Bourg	2021	2015	2021	Faisabilité technique et Coûts disproportionnés
Le Vieux Jonc de l'aval de St-André et l'Irancel jusqu'à leur confluence	2021	2015	2021	Pesticides
L'Irancel à l'aval de la confluence avec le Vieux Jonc	2021	2015	2021	Pesticides

Echéances de l'atteinte du Bon Etat

II.6.2.3. Contrat de milieux

- Contrat de rivière Veyle

Porté par le Syndicat mixte Veyle Vivante, le contrat de milieu Veyle a été signé en 2004 pour une durée de 7 ans.

Il couvrait ainsi la période 2004 à 2011 et visait quatre objectifs principaux :

- Amélioration du fonctionnement des ouvrages d'épuration domestiques ;
- Lutte contre les pollutions diffuses du milieu aquatique ;
- Préservation et restauration de la qualité physique et écologique ainsi que la valorisation des milieux aquatiques ;
- Communication, sensibilisation.

Un deuxième contrat de rivière est en cours d'élaboration. Le Comité de Rivière de la Veyle s'est réuni le mardi 9 septembre 2014 afin de valider l'avant-projet de Contrat de Rivière Veyle. La mise en œuvre opérationnelle de ce nouveau programme d'action est toujours prévue pour l'année 2015.

II.6.2.4. Zones vulnérables aux nitrates définies en 2012

La directive 91/676 du 13 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (Directive "nitrates") fixe comme objectif la réduction de la pollution des eaux superficielles et souterraines.

Un arrêté a été signé le 28 juin 2007, complété par l'arrêté du 21/12/2012 par le préfet coordonnateur de bassin Rhône-Méditerranée définissant les zones vulnérables aux nitrates.

Une zone vulnérable est une partie du territoire où la pollution des eaux par le rejet direct ou indirect de nitrates d'origine agricole et d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates, menace à court terme la qualité des milieux aquatiques et plus particulièrement l'alimentation en eau potable.

La commune de Buellas n'est pas concernée par les zones vulnérables aux nitrates.

II.6.2.5. Zones sensibles à l'eutrophisation

La délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation a été faite dans le cadre du décret n°94-469 du 03/06/1994, relatif à la collecte et au traitement des eaux urbaines résiduaires, qui transcrit en droit français la directive n°91/271 du 21/05/1991.

Les zones sensibles comprennent les masses d'eau significatives à l'échelle du bassin qui sont particulièrement sensibles aux pollutions azotées et phosphorées responsables de l'eutrophisation, c'est-à-dire à la prolifération d'algues.

Ces zones sont délimitées dans l'arrêté du 23 novembre 1994, modifié par l'arrêté du 22/12/2005, puis par l'arrêté du 9 février 2010 portant révision des zones sensibles dans le bassin Rhône-Méditerranée.

Dans ces zones, les agriculteurs doivent respecter un programme d'action qui comporte des prescriptions à la gestion de la fertilisation azotée et de l'interculture par zone vulnérable que doivent respecter l'ensemble des agriculteurs de la zone. Il est construit en concertation avec tous les acteurs concernés, sur la base d'un diagnostic local.

Située dans le bassin versant de la Saône en amont de Massieux en rive gauche et Quincieux en rive droite, la commune de Buellas est située en zone sensible à l'eutrophisation.

L'arrêté du 22 juin 2007 précise les performances minimales et la fréquence d'autosurveillance des ouvrages de traitement situés au sein des zones sensibles.

II.6.3. Qualité des eaux

Source : SDAGE RM

II.6.3.1. SDAGE Rhône-Méditerranée

Suite à l'entrée en vigueur des SDAGE en décembre 2009, deux arrêtés permettant de définir l'état écologique et l'état chimique des eaux de surface ont été signés en janvier 2010.

L'arrêté du 12 janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux, définit les types de masses d'eau selon une classification par régions des écosystèmes aquatiques : les hydroécorégions (HER), croisée avec une classification par tailles des cours d'eau (suivant l'ordination de Strahler).

Les hydroécorégions ont été établies par le CEMAGREF. Elles constituent des entités homogènes suivant des critères combinant la géologie, le relief et le climat. Il existe deux niveaux d'hydroécorégions: HER de niveau 1 subdivisées en HER de niveau 2.

Notre zone d'étude traverse deux HER de niveau 1 « Plaine Saône » et les HER de niveau 2 « Bresse » et « Dombes ».

L'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface, permet de définir :

- L'état écologique des eaux de surface (classifié en cinq classes : très bon, bon, moyen, médiocre et mauvais) déterminé par l'état de chacun des éléments de qualité biologique, physico-chimique et hydromorphologique.
- L'état chimique d'une masse d'eau de surface grâce aux normes de qualité environnementale.

Ces états dépendent en partie des hydroécorégions et de la taille des cours d'eau définis dans l'arrêté du 12 janvier 2010.

- **Evaluation de l'état écologique**

L'état écologique des eaux de surface est établi sur l'analyse :

- D'éléments biologiques : invertébrés (IBGN), diatomées (indice biologique diatomées), poissons (indice poisson rivière) ;
- D'éléments physico-chimiques généraux qui interviennent comme facteurs explicatifs des conditions biologiques : bilan de l'oxygène (DBO₅, oxygène dissous), températures, nutriments (phosphore total, nitrates), acidification (pH), salinité (chlorures, sulfates) ;
- Des polluants spécifiques de l'état écologique : Chrome dissous, cuivre dissous, linuron (herbicide), etc. ;
- Des éléments hydromorphologiques (considérer l'outil SYRAH-CE, dans l'attente de la mise en place d'indicateurs et de valeurs seuils).

La Veyle du plan d'eau de St Denis lès Bourg à l'Etre inclus présente un état écologique moyen (niveau de confiance faible).

Le Vieux Jonc de l'aval de St André et l'Irance jusqu'à leur confluence présente un état écologique moyen (niveau de confiance moyen).

L'Irance à l'aval de la confluence avec le Vieux Jonc présente un état écologique médiocre (niveau de confiance moyen).

- **Evaluation de l'état chimique**

L'état chimique des eaux de surfaces est évalué sur la base des concentrations moyennes annuelles pour les polluants listés en Annexe 8 de l'arrêté du 25 février 2010 : Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, mercure, plomb, diuron, etc.

La Veyle du plan d'eau de St Denis lès Bourg à l'Etre inclus et Le Vieux Jonc de l'aval de St André et l'Irance jusqu'à leur confluence présente une insuffisance de donnée pour déterminer état chimique quel que soit le niveau de confiance

L'Irance à l'aval de la confluence avec le Vieux Jonc présente un état chimique bon état (niveau de confiance faible).

II.6.3.2. Etudes qualité des eaux diverses

Les cours d'eau ont fait l'objet d'un suivi de qualité physico-chimique et biologique dans le cadre du suivi de la qualité superficielle des eaux du département de l'Ain (2007-2008) :

- 3 stations sur le Vieux Jonc,
- 3 stations sur l'Irance.

Les données ont été traitées avec le SEQ-eau version 2.

Le cours d'eau le Vieux Jonc présente une qualité physico-chimique moyenne à mauvaise selon les tronçons étudiés. La qualité hydrobiologique est bonne.

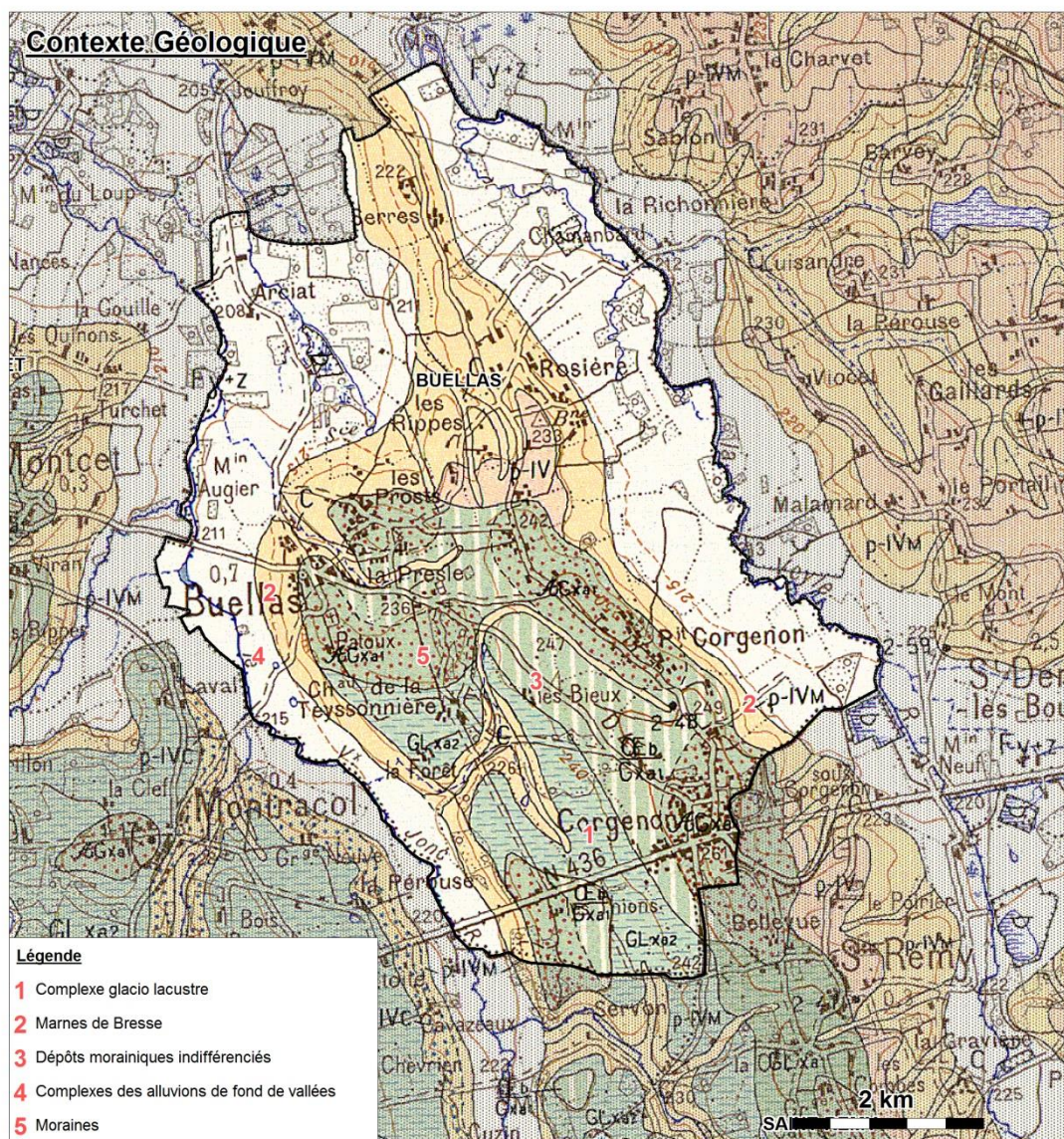
L'Irance présente une qualité physico-chimique moyenne sur l'ensemble de son cours. La qualité hydrobiologique est bonne.

II.7. Géologie

Source :BRGM

Le contexte géologique est principalement marqué par la présence de formations du Tertiaire et du Quaternaire.

L'extrait de carte présente la géologie communale.



Contexte géologique

II.8. Hydrogéologie

Source : ARS Rhône-Alpes

La commune ne présente pas de captages publics d'alimentation en eau potable.

Le territoire communal n'est également pas impacté par des périmètres de protection de captages.

Néanmoins, les captages situés sur la commune de Polliat sont proches et situés au Marais de vial.

II.9. Risques

Source : prim.net

La Veyle ne dispose actuellement pas de PPRI approuvé.

Cependant, les études et mesures menées par le Syndicat Veyle Vivante ont permis la détermination d'une cartographie des aléas et des enjeux, en 2003.

II.10. Zones sensibles

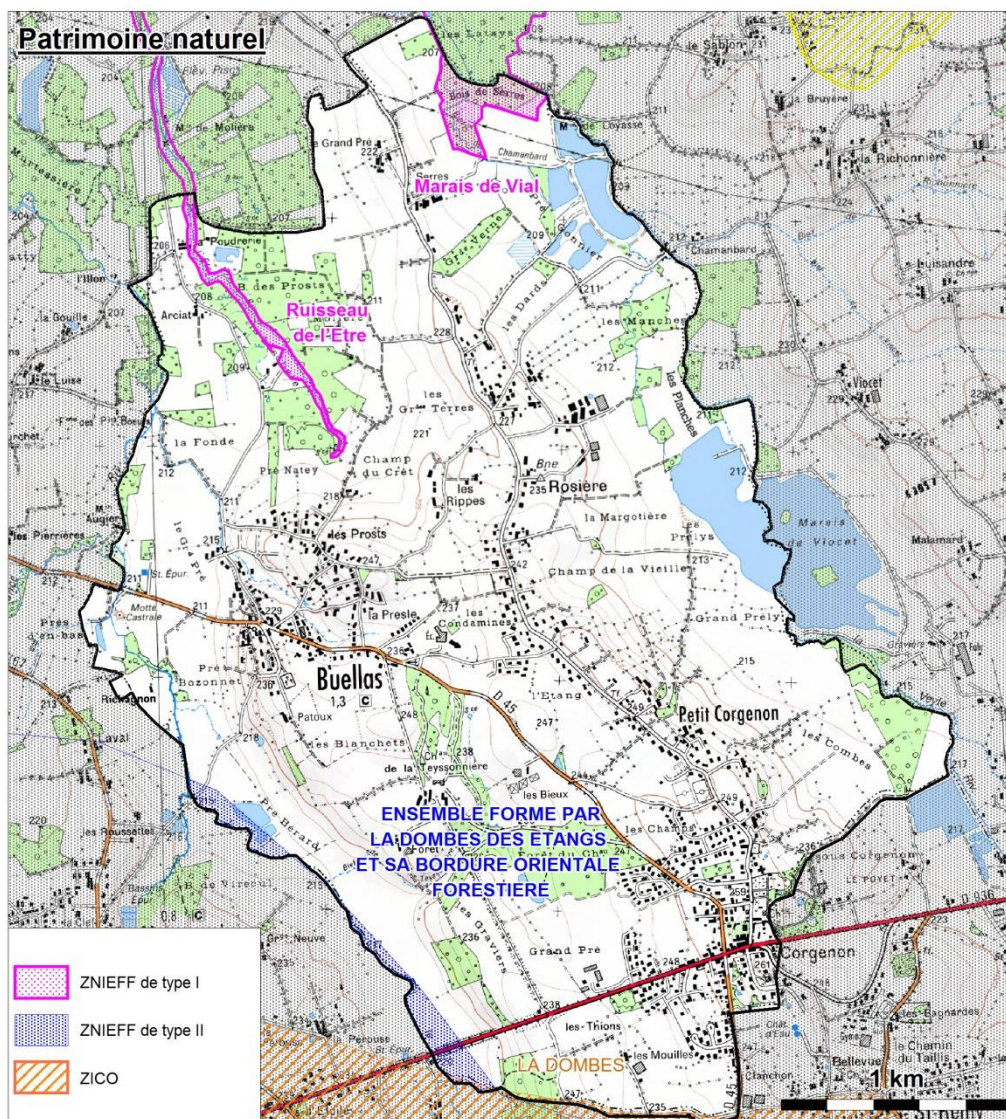
Source : DREAL Rhône-Alpes

La commune de Buellas compte plusieurs sites d'intérêt remarquable :

- **Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I**
 - Marais de Vial,
 - Ruisseau de l'Etre.
- **Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II**
 - Ensemble formé par la Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière.
- **Zone importante pour la conservation des oiseaux**
 - La Dombes

L'existence d'une ZNIEFF, d'une ZICO ou d'un inventaire n'est pas en elle-même une protection réglementaire. Toutefois, sa présence est révélatrice d'un intérêt biologique particulier, et peut constituer un indice à prendre en compte par la justice lorsqu'elle doit apprécier la légalité d'un acte administratif au regard des différentes dispositions sur la protection des milieux naturels.

La commune de Buellas présente plusieurs zones d'intérêt écologique remarquable, toutefois, aucune zone Natura 2000 n'est recensée.



Zones sensibles

II.11. L'alimentation eau potable

L'alimentation en eau potable de Buellas est assurée par le Syndicat intercommunal Veyle-Reyssouze-Vieux Jonc à partir des puits de captage de St-Rémy.

L'alimentation et la distribution en eau potable de la commune sont gérées par Alteau.

III. Assainissement collectif

III.1. Préambule

La commune de BUELLAS assure la collecte des eaux usées sur son territoire et assure la gestion de ses ouvrages en régie.

III.2. Etat des lieux de l'assainissement collectif

Un plan du système d'assainissement collectif est présenté en Annexe 1.

La commune de Buellas est équipée de deux réseaux distincts :

- Le réseau de Buellas relié à la station d'épuration des Vorgeys, qui reçoit également les eaux usées d'un réseau en provenance de la commune de Montcet.
- Le réseau de Corgenon relié à la station de lagunage de Corgenon.

Le nombre total de raccordés est de 726.

III.2.1. Système d'assainissement de Buellas-Montcet

Le réseau de collecte de Vorgeys présente une longueur de 10 000 m environ et 1 500 m de refoulement.

La population raccordée au réseau de collecte sur la commune de Buellas est estimée à environ 980 habitants.

La station d'épuration de Buellas-Montcet est de type boues activées à aération prolongée, dimensionnée pour 1 800 EH.

Depuis février 2011, l'exploitation de la station a été déléguée à la Lyonnaise des Eaux.

III.2.2. Système d'assainissement de Corgenon

Le réseau de collecte de Corgenon présente une longueur de 6 500 m environ.

La population raccordée au réseau est estimée à environ 620 habitants.

La station d'épuration de Corgenon est de type lagunage aéré avec des prétraitements physiques, dimensionnée pour 600 EH.

Le rejet des eaux traitées est orienté vers le Bief de la Teysonnière.

III.2.3. Le traitement des boues d'épuration

La filière privilégiée est l'épandage agricole pour l'intégralité des boues. Elles font l'objet d'un suivi agronomique.

III.3. Rejets non domestiques et assimilés domestiques

III.3.1. Rappel réglementaire

III.3.1.1. Définitions des différents types de rejets

Depuis la parution de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 (dite loi Warsmann 2), les rejets d'eaux usées sont classés selon trois catégories distinctes :

- Les rejets domestiques, qui correspondent aux eaux usées provenant de l'activité des ménages (eaux provenant des cuisines, buanderies, lavabos, toilettes, salles de bains et installations similaires, etc.) ;
- Les rejets assimilables à des eaux usées domestiques, qui sont générés par les établissements à usage commercial, artisanal ou industriel, et dont les caractéristiques sont similaires à celles des eaux usées domestiques. Parmi les établissements concernés figurent par exemple les métiers de bouche (hôtels, restaurants, traiteurs, charcutier, etc.) ou encore les pressings, salons de coiffure, etc. La liste exhaustive des établissements susceptibles de rejeter des effluents assimilables à des eaux domestiques, est extraite de l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte.
- Les rejets non domestiques (ou industriels), qui proviennent d'activités ou d'établissements non mentionnés à l'annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 2007, comme les garages, les aires de lavage ou encore les industries agroalimentaires par exemple. Ces rejets présentent des caractéristiques très différentes de celles des eaux usées domestiques. D'autre part, leur débit et leur composition sont variables selon les entreprises et les activités qu'elles exercent.

Les paragraphes suivants s'intéressent plus particulièrement aux rejets assimilables aux eaux usées domestiques et aux rejets non domestiques.

III.3.1.2. Rejets assimilables aux eaux usées domestiques

▪ Cadre réglementaire

D'après l'article L.1331-7-1 du Code de la Santé Publique, les rejets dans le réseau public d'assainissement d'eaux usées résultant d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique sont autorisés sur simple demande du responsable de l'établissement concerné, dans la limite des capacités de transport et de traitement du système d'assainissement collectif.

Le raccordement des établissements ou entreprises générant des effluents assimilables à des eaux usées domestiques n'est donc plus soumis à autorisation préalable, mais constitue un droit octroyé au propriétaire des locaux concernés.

Conformément à l'article L.1331-7-1 du Code de la Santé Publique, la collectivité organisatrice du service peut fixer des prescriptions techniques applicables au raccordement d'immeubles ou d'établissements en fonction des risques résultant des activités exercées dans ces immeubles et établissements, ainsi que de la nature des eaux usées qu'ils produisent.

Ces prescriptions techniques sont regroupées en annexe au règlement de service d'assainissement.

▪ Régularisation des rejets assimilés domestiques

L'article 37 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 évoque le cas des établissements rejetant des effluents assimilables à des eaux usées domestiques raccordés au réseau public de collecte sans autorisation, à la date d'entrée en vigueur de cette loi :

« II. — Le propriétaire d'un immeuble ou d'une installation mentionnée à l'article L. 1331-7-1 du code de la santé publique qui est raccordé au réseau public de collecte sans autorisation à la date d'entrée en vigueur de la présente loi régularise sa situation en présentant au service d'assainissement chargé de la collecte des eaux usées du lieu d'implantation de l'immeuble ou de l'installation une déclaration justifiant qu'il utilise l'eau dans des conditions assimilables à un usage domestique. En l'absence de déclaration dans l'année suivant la publication de la présente loi, l'article L. 1331-8 dudit code lui est applicable. »

III.3.1.3. Rejets non domestiques

▪ Cadre réglementaire

Conformément à l'Article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, tout déversement d'effluents autres que domestiques ou assimilés dans le réseau public de collecte doit faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par la maire ou le service ayant la compétence en matière d'assainissement au lieu du déversement.

Pour formuler un avis, la collectivité dispose d'un délai de deux mois, prorogé d'un mois si elle sollicite des informations complémentaires. A défaut d'avis rendu dans le délai imparti, celui-ci est réputé favorable.

L'autorisation fixe notamment sa durée, les caractéristiques que doivent présenter les eaux usées pour être déversées et les conditions de surveillance du déversement.

Toute modification ultérieure dans la nature ou la quantité des eaux usées déversées dans le réseau doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

L'autorisation peut également intégrer une demande de participation de l'auteur du déversement aux dépenses d'investissement entraînées par la réception de ces eaux.

Cette participation s'ajoute, le cas échéant, aux redevances mentionnées à l'article L. 2224-12-2 du code général des collectivités territoriales et aux sommes pouvant être dues par les intéressés au titre des articles L. 1331-2, L. 1331-3, L. 1331-6, L. 1331-7 et L. 1331-8 du présent code.

▪ Dispositions pénales

D'après l'article L.1337-2 du Code de la Santé Publique : « *Est puni de 10 000 euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation.* »

III.3.2. Gestion des effluents assimilés domestiques et non domestiques

III.3.2.1. Préambule

Les paragraphes suivants présentent les outils de gestion existants pour améliorer la gestion des rejets assimilés domestiques et les rejets non domestiques.

III.3.2.2. Gestion des rejets assimilables aux eaux usées domestiques

▪ Demande de raccordement

Tout propriétaire d'un établissement ou d'une entreprise rejetant des effluents assimilables à des eaux usées domestiques peut faire valoir son droit au raccordement, en adressant à la collectivité responsable du service d'assainissement une demande de raccordement et de déversement.

Lors de cette demande, qui peut se faire par le biais d'un document type élaboré par la collectivité, l'établissement précise :

- La nature des activités exercées ;
- Une liste des produits stockés sur site et leur type de conditionnement ;
- La nature des rejets vers les différents réseaux ;
- Les caractéristiques de l'ouvrage de raccordement ou de déversement de son établissement (flux, débit, composition, etc.).

▪ Etude de la demande de raccordement

Le service d'assainissement de la collectivité peut, selon les cas, accepter ou refuser cette demande de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées.

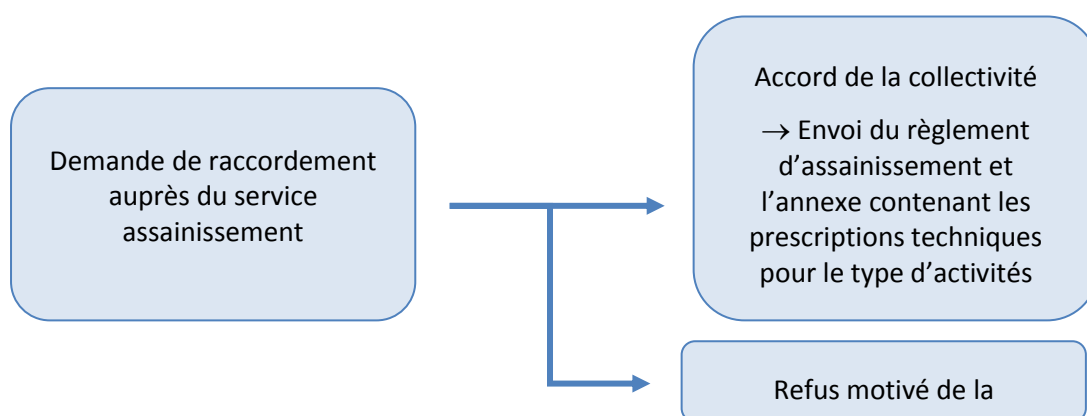
Conformément à l'article L.1331-7-1 du Code de la Santé Publique, la collectivité organisatrice du service peut fixer des prescriptions techniques applicables au raccordement d'immeubles ou d'établissements en fonction des risques résultant des activités exercées dans ces immeubles et établissements, ainsi que de la nature des eaux usées qu'ils produisent.

Ces prescriptions techniques sont regroupées en annexes au règlement de service d'assainissement et ne sont notifiées qu'aux usagers concernés.

Dans le cas d'un accord, l'exploitant remet à chaque abonné le règlement de service. Le paiement de la première facture suivant la diffusion du règlement de service ou de sa mise à jour vaut accusé de réception par l'abonné. Le règlement est tenu à la disposition des usagers.

Dans le cas d'un refus de la demande de raccordement, le service d'assainissement doit impérativement motiver sa décision. Les principales raisons du refus de raccordement sont les suivantes :

- La nature des rejets de l'établissement concerné, dans le cas où ils ne seraient pas considérés comme assimilables à des eaux usées domestiques ;
- L'incapacité du système public d'assainissement à accepter des rejets supplémentaires conformément à l'article L. 1331-7-1,
- etc.



III.3.2.3. Gestion des rejets non domestiques

▪ Préambule

La demande d'autorisation de rejet dans le réseau public d'assainissement est à l'initiative de l'entreprise ou de l'établissement en question.

En cas d'acceptation de cette demande par l'autorité compétente en matière d'assainissement, l'autorisation de rejet prend la forme d'un arrêté d'autorisation de déversement, qui peut éventuellement être assorti d'une convention d'autorisation de déversement établie entre l'établissement concerné, la collectivité et l'exploitant du service d'assainissement.

Il appartient à chaque collectivité de déterminer, en concertation avec les établissements rejetant des eaux résiduaires non domestiques, ceux pour lesquels une telle convention est nécessaire.

▪ Arrêté d'autorisation de déversement

Généralités

L'autorisation de déversement est un acte administratif obligatoire pris après concertation (fermier, service assainissement, etc.) et sur décision unilatérale de la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages d'assainissement. Il est donc imposé à l'établissement concerné, qui doit en être informé.

L'objectif de l'autorisation de déversement est la protection du système d'assainissement (réseau et STEP) et le maintien de son bon fonctionnement.

Cette autorisation est indépendante des autorisations préfectorales délivrées au titre des réglementations ICPE et EAU dont l'objectif est la protection de l'environnement.

La collectivité, pour autoriser ou non le déversement d'eaux usées non domestiques dans le réseau collectif, prend en compte :

- Les caractéristiques des effluents (quantité et qualité) ;
- La capacité du système d'assainissement (Article 6 de l'arrêté du 22 juin 2007) et sa faculté à supporter les pollutions de l'activité industrielle;

Remarque : à titre indicatif, une ICPE peut être raccordée au réseau public d'assainissement si la charge polluante en DCO (demande chimique en oxygène) apportée par le raccordement ne dépasse pas 50% de la charge totale reçue par la STEP (Article 35 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation, dit « arrêté intégré »).

Contenu d'un arrêté d'autorisation

L'arrêté d'autorisation de déversement définit notamment la durée de l'autorisation, les prescriptions techniques particulières que l'établissement doit mettre en œuvre, les modalités de contrôle, ou encore les frais engendrés (réception des eaux, redevance assainissement).

Suivant l'article 6 de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement, *« l'autorisation de déversement définit les paramètres à mesurer, la fréquence des mesures à réaliser et, si les déversements ont une incidence sur les paramètres DBO5, DCO, MES, NGL, PT, pH, NH4+, le flux et les concentrations maximales et moyennes annuelles à respecter. »*

Les résultats des mesures doivent être régulièrement transmis aux gestionnaires du système d'assainissement.

Concernant les prescriptions techniques particulières, la collectivité peut imposer à l'établissement de s'acquitter soit d'une obligation de moyens, soit d'une obligation de résultats, ou les deux.

- L'obligation de moyens consiste en la mise en place d'installations de prétraitement-récupération des effluents et fixe la fréquence de leur entretien.
- L'obligation de résultats définit les débits maxima, concentrations et flux maxima autorisés pour différents paramètres réglementaires, selon l'activité exercée dans l'établissement.

Pour les petites entreprises, notamment artisanales, il ne paraît pas approprié d'imposer une obligation de résultats puisque celle-ci entraînerait des coûts en matériels de mesures (15 000 à 20 000 € HT) et analytiques (300 à 750 € HT/an) disproportionnés par rapport au chiffre d'affaires des artisans. L'obligation de moyens semble donc plus adaptée pour ces petites structures.

L'autorisation de déversement :

- Renvoie éventuellement à une convention de déversement ;
- A pour référence, s'il existe, le règlement d'assainissement de la collectivité.

▪ Convention spéciale de déversement

Généralités

Une convention spéciale de déversement est un document contractuel multipartite de droit privé qui constitue le complément non obligatoire de l'arrêté d'autorisation de déversement.

Ce contrat, signé entre l'établissement concerné, la collectivité et l'exploitant du service d'assainissement, permet de définir la responsabilité de chacun en matière de rejets industriels dans le système d'assainissement public.

La convention précise également comment les obligations de moyens et de résultats doivent être appliquées pour respecter les valeurs de rejet définies dans l'arrêté de déversement.

Une convention de déversement est un partenariat : chacun s'engage à communiquer avec l'ensemble des partenaires et à les prévenir de toute pollution accidentelle ou de tout changement de situation.

A la différence de l'autorisation de déversement, à laquelle elle ne peut se substituer, la convention est facultative et s'établit en fonction de la caractéristique des rejets. Il faut donc permettre une révision régulière de ses dispositions pour l'adapter aux nouvelles circonstances locales, aux dispositions de l'arrêté d'autorisation de déversement, etc.

La durée peut être initialement basée sur la durée des amortissements rendus nécessaires par le branchement.

Sa durée est le plus souvent limitée à 5 ans afin d'en assurer un réexamen périodique.

La convention contractualise et fixe les modalités d'applications techniques, juridiques et financières complémentaires à la mise en œuvre des dispositions prises par l'autorisation de déversement.

Avantages de cette démarche

Les conventions de déversement présentent des avantages pour l'ensemble des signataires.

Ainsi, pour les collectivités et les sociétés fermières, ce contrat permet de :

- Assurer la sécurité du personnel d'exploitation et la pérennité des équipements d'assainissement ;
- Fiabiliser la filière de valorisation agricole des boues ;
- Préserver la qualité du milieu naturel et éviter tout risque de pollution accidentelle ;
- Permettre un développement industriel durable ;
- Limiter la responsabilité de la collectivité en cas de pollution ;
- Mieux répartir les coûts du service entre les différentes catégories d'usagers.

Pour les professionnels, la mise en œuvre de ce document contractuel permet de :

- Déléguer tout ou partie du traitement de ses effluents,
- Connaître ses effluents ;
- Maîtriser son process (connaissance des consommations d'eau et autres produits, etc.),
- Entretenir des relations transparentes avec la collectivité.

Contenu

La convention de rejet se décompose en 4 volets :

→ **Clauses générales**

- l'objet de la convention,
- sa durée,
- les modalités de renouvellement,
- la procédure de dénonciation ou de révision,
- l'identité des signataires.

→ **Volet technique**

- les caractéristiques de l'établissement,
- les caractéristiques des rejets,
- les conditions d'admissibilité de l'effluent,
- l'existence et les caractéristiques des prétraitements,
- l'identification des risques et les procédures d'alerte,
- l'autosurveillance.

→ **Volet financier**

- la participation aux charges d'investissement liées aux réseaux et à la station,
- la participation aux charges de fonctionnement,
- la participation financière, de la part du responsable, aux préjudices causés en cas de dysfonctionnement des ouvrages.

→ **Volet juridique**

- les conditions d'application de la convention,
- les obligations et responsabilités de chacun,
- le cas échéant, la gestion des litiges.

III.3.2.4. Les dispositions complémentaires des règlements d'assainissement

Dans le règlement d'assainissement, une collectivité mentionne clairement le type d'eaux usées admises dans son réseau collectif d'assainissement. Généralement, ces eaux admises correspondent aux eaux issues d'usages domestiques (eaux provenant des cuisines, buanderies, lavabos, toilettes, salles de bains et installations similaires). Toutefois, la collectivité autorise parfois, sous certaines conditions et après autorisation préalable, d'autres types de rejets (industries, artisans, hôpitaux, etc.).

Le règlement d'assainissement peut également spécifier les conditions générales d'admissibilité des eaux industrielles, en imposant par exemple des valeurs limites en sortie de l'établissement sur certains paramètres physico-chimiques (pH, MES, DBO₅, DCO, NTK, P_T, etc.) et en dressant une liste des substances interdites dans le réseau public de collecte (ex : composés cycliques hydroxylés, dérivés halogénés, etc.).

III.4. Zonage d'assainissement collectif

III.4.1. Zones d'assainissement collectif

Les zones en assainissement collectif sur la commune de Buellas sont les suivantes :

- Les Mouilles,
- Corgenon,
- Les Champs,
- Grand Pré,
- Petit Corgenon,
- L'Etang,
- Les Condamines,
- La Presle,
- Le Bourg
- Les Prosts,
- Les Rippes,
- Les Grandes Terres,
- Rosière.

Les zones en assainissement collectif futur sont les suivantes :

- Secteur en zone 1AUE au droit du Petit Corgenon,
- Secteur en zone 2AU et 1 AU au Sud du Bourg de Buellas.

Le zonage d'assainissement collectif est présenté en Annexe 2.

III.4.2. Choix et justifications des élus

Compte tenu de la densité d'habitations et des difficultés de mise en œuvre de dispositifs d'assainissement non collectif, la commune de Buellas a décidé d'étendre les réseaux d'assainissement.

En effet, la majeure partie est peu perméable.

Par ailleurs, dans un souci d'amélioration de la qualité du milieu naturel, la collectivité souhaite assainir les hameaux et assurer un traitement complet des eaux usées.

III.4.3. Organisation du service d'assainissement collectif

La collectivité est tenue d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées (art. L 2224-8 du CGCT).

L'étendue des prestations et les délais dans lesquels ces prestations doivent être assurées sont fixés, par décret en Conseil d'Etat, en fonction des caractéristiques des communes et notamment de l'importance des populations raccordées.

L'ensemble de ces prestations doit, en tout état de cause, être assuré sur la totalité du territoire au plus tard au 31 Décembre 2005 (art. L 2224-9 du CGCT).

Le raccordement des immeubles aux égouts disposés, sous la voie publique, pour recevoir les eaux domestiques est obligatoire dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de l'égout (Article L1331-1 du Code de la Santé publique (CSP)).

Tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires et la commune contrôle la conformité des installations correspondantes (Article L1331-4 du CSP).

Dès l'établissement du branchement, les fosses et autres installations de même nature sont mises hors d'état de service ou de créer des nuisances à venir, par les soins et aux frais des propriétaires (Article L 1331-5 du CSP).

IV. Assainissement non collectif

IV.1. Préambule

La Communauté d'agglomération de Bourg en Bresse assure le Service Public d'Assainissement Non Collectif, sur son territoire, soit 15 communes.

IV.2. Etat des lieux de l'assainissement non collectif

La commune de Buellas compte 36 installations d'assainissement non collectif.

Les diagnostics initiaux des installations d'assainissement non collectif existantes ont été quasiment tous réalisés.

Les résultats sont les suivants :

- 10 installations conformes ;
- 19 installations non conformes avec risque ;
- 7 installations non conformes sans risque.

IV.3. Etude de faisabilité de l'assainissement non collectif

Source : Zonage d'assainissement (Saunier environnement– 1998)

IV.3.1. Méthodologie

Afin de définir les possibilités en termes d'assainissement non collectif, il est indispensable d'identifier :

- **Les contraintes environnementales** : la présence de périmètre de protection de captage ou de zone inondable peut rendre impossible toute solution d'assainissement non collectif, auquel cas l'analyse des points suivants n'est pas nécessaire ;
- **Les contraintes d'habitat** : la surface disponible sur la parcelle attenante à l'habitation est un élément déterminant pour le choix de la filière d'assainissement non collectif. Dans le cas où aucune disponibilité foncière n'est envisageable, le recours à des filières compactes ou semi-collective (une filière pour quelques habitations) devra être envisagé ;
- **Les caractéristiques du milieu physique** : quand la mise en place de filière d'assainissement non collectif est envisageable, une analyse du milieu physique est réalisée en utilisant la méthode SERP (Sol, Eau, Roche, Pente).

IV.3.2. Les contraintes environnementales

Les caractéristiques environnementales susceptibles d'influencer le choix du dispositif d'assainissement à mettre en place sont les suivants :

- L'existence d'un captage d'eau potable public ou privé impose une distance **d'au moins 35 mètres** avec les dispositifs d'assainissement non collectif.

- Les règlements des périmètres de protection de captage d'eau potable peuvent interdire l'assainissement autonome sur certaines parcelles.
- Les inondations peuvent altérer les filières d'assainissement autonome ; de plus la saturation en eau des sols rend toute infiltration impossible. Certaines dispositions doivent être envisagées sur ce type de terrain (lestage de la fosse, clapet anti-retour, etc.).
- La proximité de cultures ou d'élevage peut empêcher la mise en place de certaines filières (par exemple, les filières drainées avec rejet dans le milieu hydraulique superficiel peuvent être interdites lorsque des piscicultures sont situées en aval direct).

La zone d'études ne présente aucun captage, ni périmètre de protection de captage d'eau public. En revanche, un plan de prévention des risques avec la définition des zones inondables est à l'étude.

IV.3.3. Les contraintes d'habitat

Les caractéristiques de l'habitat qui doivent être analysées afin de définir les filières d'assainissement envisageables sont les suivantes :

- La taille de la parcelle ;
- L'implantation générale de la parcelle, car il faut rappeler qu'une filière d'assainissement autonome doit être distante de 5 mètres de l'habitation et 3 mètres des limites de propriété et de tout arbre ou végétaux développant un système racinaire important ;
- La localisation de l'habitation par rapport à la surface disponible, qui peut nécessiter la mise en place de dispositif de relevage si le terrain disponible pour l'assainissement est en amont de l'habitation ;
- Les différents aménagements paysagers ou des sols (allées, murs paysagers, asphalte, plantation d'arbres...) pour lesquels la filière sera destructrice et provoquera une gêne pour les propriétaires.

Au vu de ces critères, 4 niveaux d'aptitude ont été définis :

- **Très favorable** : aucune contrainte de l'habitat pour la mise en place de l'assainissement autonome ;
- **Favorable** : contraintes pouvant induire une gêne pour le propriétaire ou un léger surcoût mais n'imposant pas la mise en place d'un dispositif particulier ;
- **Peu favorable** : contraintes importantes entraînant un surcoût important et pouvant imposer la mise en place de filières compactes ;
- **Défavorable** : contraintes maximales nécessitant la mise en place de filières compactes ou la recherche de solutions collectives ou semi-collectives.

D'après le précédent zonage d'assainissement établi en 1998, aucune contrainte habitat particulière n'a été mise en évidence. Les zones d'habitat dense sont déjà raccordées au système d'assainissement collectif ou feront l'objet d'un raccordement futur.

IV.3.4. Les caractéristiques du milieu physique

La caractérisation du milieu physique a été réalisée en 1998, lors de l'élaboration du Schéma Directeur d'Assainissement du bureau d'études Saunier Environnement. 15 sondages ont été réalisés sur la commune et 5 essais d'infiltration.

- Le **Sol** : la capacité du sol à épurer les eaux usées dépend de sa structure, sa texture, sa perméabilité. Ces caractéristiques sont déterminées lors de la réalisation de sondage pédologique et de tests d'infiltration en utilisant la méthode Porchet ;
- L'**Eau** : la présence d'une nappe à faible profondeur limite l'infiltration et le traitement des eaux. Ce paramètre est évalué à partir des données disponibles dans la base de données du BRGM (InfoTerre), de la collecte de données réalisée auprès de la commune et de nos observation lors de la réalisation des sondages (venues d'eau, traces d'hydromorphie...) ;
- La **Roche** : la présence du substratum rocheux à faible profondeur peut limiter l'infiltration des eaux s'il est imperméable ou engendrer un surcoût des travaux si sa profondeur est inférieure à celle d'une filière ;
- La **Pente** : une pente importante peut nécessiter des travaux supplémentaires (aménagement de terrasse). D'une manière générale, on considère que l'assainissement autonome avec les filières classiques est impossible dès que la pente dépasse 15%.

Le tableau ci-dessous présente les seuils considérés pour chaque facteur permettant de définir l'aptitude du milieu physique :

Caractéristiques	Très favorable	Favorable	Peu favorable	Défavorable
Perméabilité du sol	Comprise entre 50 et 500 mm/h	Comprise entre 30 et 50 mm/h	Comprise entre 15 et 30 mm/h	Inférieure à 15 mm/h ou supérieure à 500 mm/h
Profondeur de la nappe	Supérieure à 3 m	Comprise entre 1 et 3 m	Comprise entre 0,5 et 1 m	Inférieure à 0,5 m
Profondeur de la roche	Supérieure à 2,5 m	Comprise entre 1,5 et 2,5 m	Comprise entre 1 et 1,5 m	Inférieure à 1 m
Pente	Inférieure à 2%	Comprise entre 2 à 5%	Comprise entre 5 à 10%	Supérieure à 15%

Caractéristiques des contraintes physiques

Suite à la réalisation des sondages et des tests de perméabilité réalisés, le bureau d'études Saunier Environnement a défini les types de sol sur la commune de Buellas.

Le tableau ci-dessous synthétise les contraintes physiques rencontrées sur le territoire :

Secteur	Perméabilité du sol	Profondeur de la nappe	Profondeur de la roche	Pente
Rippes Rosière Serre	< 10 mm/h	Pas de nappe à faible profondeur	Substratum rocheux profond	Pente faible
Abords de Buellas	Faible perméabilité	?	Substratum rocheux profond	Pente faible
Vallées de la Veyle et du Vieux Joncs	50 mm/h	Nappe peu profonde	Substratum rocheux profond	Pente faible

Contraintes physiques du territoire

L'analyse des contraintes physiques montrent que le contexte est plutôt défavorable à la mise en œuvre de filières d'assainissement non collectif de type tranchées d'épandage, en raison de la faible perméabilité des sols et des arrivées d'eau à faibles profondeurs.

IV.3.5. Synthèse de la faisabilité de l'assainissement non-collectif

Le tableau suivant présente un récapitulatif des contraintes pour chaque zone avec un type de filière adapté.

La couleur du fond indique l'aptitude générale de la zone pour la mise en place d'une filière d'assainissement autonome :

- **Très favorable** : aucune contrainte à la mise en place d'une filière d'assainissement autonome utilisant le sol en place ;
- **Favorable** : contraintes mineures ne remettant pas en cause la faisabilité d'un assainissement autonome ;
- **Peu favorable** : contraintes majeures nécessitant souvent le recours à la mise en place des filières complexes ou à des solutions semi collectives ;
- **Défavorable** : contraintes maximales nécessitant au minimum une filière compacte ou semi collective et pouvant demander un raccordement sur le réseau collectif.

A noter qu'une carte d'aptitude des sols a été réalisée en 1999, elle localise

Secteur	Contraintes environnementales	Aptitude de l'habitat	Aptitude du milieu physique	Aptitude générale	Filière envisageable
Rippes Rosière Serre	-	Favorable	Défavorable	Défavorable	Filière drainée
Abords de Buellas	-	Favorable	Défavorable	Défavorable	Filière drainée
Vallées de la Veyle et du Vieux Joncs	-	Favorable	Défavorable	Défavorable	Filière drainée

Synthèse aptitude à l'ANC

D'après les sondages réalisés par Saunier Environnement, le sol est plutôt imperméable et des traces d'hydromorphie ont été repérées à faibles profondeurs.

La mise en œuvre d'un assainissement collectif sur les zones inondées de manière régulière est conseillée. La commune a déjà mis en place des réseaux sur une majeure partie de ces zones.

Les filières les plus adaptées à ce contexte sont les filières drainées : filtre à sable vertical drainé si la surface disponible est suffisante, soit une filière compacte si la superficie du terrain n'est pas suffisante (filtre à zéolite, filtre avec de la laine de roche, microstations, etc.).

Il est important de souligner que le type de filière est donné à titre indicatif sur la base de l'étude réalisée et que la filière à mettre en place ne pourra être déterminée qu'à l'issue d'une étude approfondie à l'échelle de la parcelle concernée.

Remarque :

En application de l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 et après évaluation par des organismes notifiés, les services de l'Etat ont agréés plusieurs dispositifs de traitement : microstations, filtre sur laine de roche, filtres plantés de roseaux, filtres coco, etc.

Les dispositifs agréés sont inscrits au JORF n°0157 du 9 juillet 2010.

IV.4. Zonage d'assainissement non collectif

IV.4.1. Principes

La Loi sur l'eau affirme l'intérêt général de la préservation de l'eau, patrimoine commun de la Nation. Elle désigne l'assainissement non collectif comme une technique d'épuration à part entière permettant de contribuer à cet objectif en protégeant la santé des individus et en préservant la qualité des milieux naturels grâce à une épuration avant rejet.

L'assainissement non collectif (ou autonome ou individuel) désigne tout système d'assainissement effectuant la collecte, le traitement et le rejet des eaux usées domestiques sur une parcelle privée. Ce mode d'assainissement efficace permet de disposer de solutions économiques pour l'habitat dispersé.

IV.4.2. Description des filières d'assainissement non collectif

Le choix des filières d'assainissement non collectif à mettre en œuvre dépend des contraintes de la parcelle, de l'utilisation et des projets des occupants, etc.

Les principales contraintes à prendre en compte sont :

- Les contraintes environnementales : la présence de périmètre de protection de captage ou de zone inondable peut rendre impossible toute solution d'assainissement non collectif, auquel cas l'analyse des points suivants n'est pas nécessaire ;

- Les contraintes d'habitat : la surface disponible sur la parcelle attenante à l'habitation est un élément déterminant pour le choix de la filière d'assainissement non collectif. Dans le cas où aucune disponibilité foncière n'est envisageable, le recours à des filières compactes ou semi-collective (une filière pour quelques habitations) devra être envisagé ;
- Les caractéristiques du milieu physique : quand la mise en place de filière d'assainissement non collectif est envisageable, une analyse du milieu physique est réalisée en utilisant la méthode SERP (Sol, Eau, Roche, Pente).

Il est recommandé à tout particulier désirant construire ou réhabiliter un dispositif d'assainissement non collectif de faire réaliser une étude à la parcelle qui déterminera les contraintes au droit du projet et la filière la plus adaptée.

Le choix est le dimensionnement de la filière de traitement doit être conforme aux prescriptions des arrêtés en vigueur, à savoir :

- Pour les installations recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 (20 EH) : Arrêté du 7 septembre 2009,
- Pour les installations recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 (20 EH) : Arrêté du 22 juin 2007.

Le DTU 64-1 de mars 2007 constitue un ouvrage de référence en matière de dimensionnement des ouvrages de traitement « classique » : tranchées d'épandage, filtre à sable verticaux drainés, tertre, etc.

A noter que depuis la publication de l'arrêté du 7 septembre 2009, il est également possible de mettre en œuvre des filières plus compactes disposant de l'agrément des ministères en charge de l'écologie et de la santé.

La liste et les fiches techniques ont été publiées au Journal Officiel ou sur le site interministériel : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr/>.

IV.4.3. Organisation du service public d'assainissement non collectif

→ Le service public d'assainissement non collectif

La mise en place du Service Public d'Assainissement Non Collectif a été instituée par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a modifié et précisé certains aspects de ce service, dont les principales obligations ont été retranscrites dans le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment dans l'Article L2224-8 – III :

Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif. Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de huit ans, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes déterminent la date à laquelle elles procèdent au contrôle des installations d'assainissement non collectif ; elles effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans.

Elles peuvent, à la demande du propriétaire, assurer l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidanges issues des installations d'assainissement non collectif.

Elles peuvent fixer des prescriptions techniques, notamment pour l'étude des sols ou le choix de la filière, en vue de l'implantation ou de la réhabilitation d'un dispositif d'assainissement non collectif.

→ Le contrôle des installations

Plusieurs contrôles peuvent être mis en œuvre suivant le type d'installation :

- **Le contrôle de conception et d'implantation des installations nouvelles**

Ce contrôle permet de s'assurer que le projet d'assainissement du particulier est en adéquation avec les caractéristiques du terrain (nature du sol, pente, présence d'un puits destiné à la consommation humaine,...) et la capacité d'accueil de l'immeuble.

Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

- **Le contrôle de réalisation**

Ce contrôle permet de s'assurer que les travaux sont réalisés conformément aux règles de l'Art (Norme AFNOR DTU XP 64.1 de mars 2007) et de vérifier le respect du projet validé par le SPANC.

Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur sur l'entretien de son installation d'assainissement individuel.

Il est réalisé avant le remblaiement des ouvrages et la remise en état du sol.

- **Le contrôle de bon fonctionnement**

Ce contrôle permet de vérifier le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif et de s'assurer qu'elle n'est pas à l'origine de pollutions et / ou de problèmes de salubrité publique. Il est réalisé de manière régulière selon une périodicité comprise entre 4 et 10 ans.

Il permet également d'informer et de conseiller l'utilisateur.

→ L'entretien des installations

L'article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009 fixe les modalités d'entretien des dispositifs d'assainissement non collectif :

« Les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le préfet selon des modalités fixées par arrêté des ministres chargés de l'intérieur, de la santé, de l'environnement et du logement, de manière à assurer :

- *Leur bon fonctionnement et leur bon état, notamment celui des dispositifs de ventilation et, dans le cas où la filière le prévoit, des dispositifs de dégraissage ;*
- *Le bon écoulement et la bonne distribution des eaux usées prétraitées jusqu'au dispositif de traitement ;*
- *L'accumulation normale des boues et des flottants et leur évacuation.*

Les installations doivent être vérifiées et entretenues aussi souvent que nécessaire.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile.

Les installations, les boîtes de branchement et d'inspection doivent être fermées en permanence et accessibles pour assurer leur entretien et leur contrôle.

Les conditions d'entretien sont mentionnées dans le guide d'utilisation, qui doit être fourni avec la filière et qui précise les modalités d'installation, d'entretien et de vidange des dispositifs. »

Pour mémoire, l'arrêté du 6 mai 1996 fixait la périodicité de la vidange de la fosse toutes eaux à 4 ans, ce qui permet de fixer un ordre de grandeur, pertinent pour de l'habitat permanent.

De plus, il est nécessaire de demander un bordereau de suivi des déchets.

V. Eaux pluviales

V.1. Préambule

En l'état actuel, la commune est compétente sur l'assainissement collectif des eaux pluviales.

La commune assure en régie directe l'exploitation, l'entretien et la gestion des réseaux de canalisations et des fossés d'eaux pluviales.

V.2. Etat des lieux

V.2.1. Organisation des écoulements

Au droit des zones urbanisées, les eaux de pluie sont collectées par l'intermédiaire d'un réseau d'eaux pluviales.

Des fossés permettent l'écoulement des eaux vers les différents cours d'eau de la commune.

V.2.2. Aptitudes des sols à l'infiltration

Source : Etude de zonage d'assainissement (SAUNIER Environnement – 1998)

Dans le cadre de l'élaboration du zonage d'assainissement, 15 sondages à la tarière manuelle et 5 tests de perméabilité ont été réalisés.

Les conclusions sont les suivantes :

- Sols argileux,
- Traces d'hydromorphie à faible profondeur.

Les sols de la commune sont donc peu favorables à l'infiltration des eaux pluviales.

V.3. Zonage d'assainissement des eaux pluviales

V.3.1. Principes de gestion des eaux pluviales

Les principes de gestion des eaux pluviales sur le territoire communal de Buellas sont précisées dans le règlement du PLU.

▪ Zone UA

Le raccordement à un réseau public de récupération des eaux pluviales est obligatoire.

Pour certaines activités ou pour certaines installations et travaux divers, le rejet au réseau, s'il est autorisé, sera assorti d'un prétraitement.

Même en cas de présence d'un réseau public d'assainissement unitaire, les branchements seront réalisés sous forme séparative. En l'absence de réseau public, l'évacuation se fera vers un déversoir désigné par la commune, ou par infiltration complète des eaux sur le terrain.

Les aménagements nécessaires sont à la charge des constructeurs.

▪ **Zone UB**

Sauf impossibilité technique, ou en cas de solution alternative permettant une gestion au plus près du cycle naturel, le raccordement à un réseau public de récupération des eaux pluviales est obligatoire.

Pour certaines activités ou pour certaines installations et travaux divers, le rejet au réseau, s'il est autorisé, sera assorti d'un prétraitement.

En cas de réseau insuffisant, ou d'impossibilité technique de raccordement à un réseau existant, ou dans le cadre de l'aménagement d'un écoquartier faisant l'objet d'une orientation d'aménagement, les eaux pluviales doivent :

- *soit être évacuées au fossé, sous réserve de l'autorisation des services gestionnaires de la voie, ou au milieu naturel, sous réserve de l'autorisation des services compétents, et après rétention éventuelle, calculée en fonction du bassin versant et de la configuration du terrain;*
- *soit être absorbé en totalité par le terrain, les dispositifs de rétention collectifs ou individuels seront privilégiés.*

Les aménagements nécessaires sont à la charge exclusive des bénéficiaires d'autorisation d'occuper ou d'utiliser le sol. Ceux-ci doivent réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Même en cas de présence d'un réseau public d'assainissement unitaire, les branchements seront réalisés sous forme séparative.

Dans le cas de l'écoquartier, la gestion des eaux pluviales se fera dans le respect des orientations d'aménagement.

▪ **Zone UE**

Le raccordement à un réseau public de récupération des eaux pluviales est obligatoire.

Pour certaines installations et travaux divers, le rejet au réseau sera assorti d'un prétraitement

Même en cas de présence d'un réseau public d'assainissement unitaire, les branchements seront réalisés sous forme séparative.

En l'absence de réseau, l'évacuation des eaux sera réalisée vers un déversoir désigné par la commune ou l'infiltration se fera en totalité, à la parcelle.

▪ **Zone UX**

Le raccordement à un réseau public de récupération des eaux pluviales est obligatoire.

En l'absence de réseau public, l'évacuation des eaux de pluie se fera vers un déversoir désigné par la commune ou l'infiltration sera réalisée sur le terrain.

Pour certaines activités ou pour certaines installations et travaux divers, le rejet au réseau sera assorti d'un prétraitement

Même en cas de présence d'un réseau public d'assainissement unitaire, les branchements seront réalisés sous forme séparative.

Les aménagements nécessaires sont à la charge des constructeurs.

▪ **Zone AU**

Le raccordement à un réseau public de récupération des eaux pluviales est obligatoire, après rétention des eaux sur le terrain.

Des études techniques devront être réalisées afin de déterminer le débit de fuite adapté au bassin versant et à la configuration du terrain.

Les aménagements nécessaires sont à la charge des constructeurs.

Même en cas de présence d'un réseau public d'assainissement unitaire, les branchements seront réalisés sous forme séparative.

▪ **Zones AUx**

Le raccordement à un réseau public de récupération des eaux pluviales est obligatoire.

En l'absence de réseau public, l'évacuation des eaux de pluie se fera vers un déversoir désigné par la commune ou l'infiltration sera réalisée sur le terrain.

Pour certaines activités ou pour certaines installations et travaux divers, le rejet au réseau sera assorti d'un prétraitement

Même en cas de présence d'un réseau public d'assainissement unitaire, les branchements seront réalisés sous forme séparative.

Les aménagements nécessaires sont à la charge des constructeurs.

▪ **Zone 1AUE**

Le raccordement à un réseau public de récupération des eaux pluviales est obligatoire.

Pour certaines installations et travaux divers, le rejet au réseau sera assorti d'un prétraitement

Même en cas de présence d'un réseau public d'assainissement unitaire, les branchements seront réalisés sous forme séparative.

En l'absence de réseau, l'évacuation des eaux sera réalisée vers un déversoir désigné par la commune ou l'infiltration se fera en totalité, à la parcelle.

▪ **Zone A**

Toute construction ou installation à usage d'habitation ou d'activités doit être raccordée au réseau public d'eaux pluviales s'il existe.

En l'absence de réseau ou en cas de réseau insuffisant, les eaux pluviales doivent :

- *soit être évacuées directement et sans stagnation au fossé sous réserve de l'autorisation des services gestionnaires de la voie,*
- *soit être absorbées en totalité par le terrain.*

▪ **Zone N**

Dans tous les secteurs, les eaux pluviales devront être acheminées vers un déversoir indiqué par la commune ou infiltré sur le tènement.

V.3.2. Considérations des corridors d'écoulement

Les zones urbanisables tiendront compte les corridors d'écoulement naturel des eaux.

Le cheminement naturel des eaux devra être conservé.

Dans le cas où le développement de l'urbanisation serait orienté au sein d'un axe d'écoulement, une étude hydraulique devra être menée afin de juger de l'inondabilité du secteur et faire en sorte que le projet ne modifie pas l'écoulement naturel des eaux.

V.3.3. Exutoires

Dans le cadre des projets d'aménagement et si le sol en place ne permet pas l'infiltration des eaux pluviales, les rejets des eaux pluviales s'effectueront après régulation dans les exutoires.

Les aménageurs veilleront à vérifier la capacité d'accueil des réseaux de collecte et devront faire en sorte de ne pas aggraver la situation actuelle quelque soit l'intensité de l'évènement pluvieux.

Les parcelles dont les rejets sont orientés vers les fossés de route départementale pourront également rencontrer certaines difficultés lors de l'obtention d'une autorisation de rejet.

VI. Conclusion

Le présent document a pour but de définir les zones d'assainissement collectif et non collectif.

Le périmètre d'actions du Service Public d'Assainissement Non Collectif est ainsi défini.

Ce document est être cohérent avec le document d'urbanisme.

Des orientations sommaires concernant la gestion des eaux pluviales sont données, elles seront complétées par le zonage d'assainissement des eaux pluviales, dont la compétence est portée par la commune.



ANNEXES



ANNEXE 1 : Plan des réseaux



ANNEXE 2 :

Projet de zonages d'assainissement des eaux usées